

Un retour aux sources

Éric Martin, *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*, Montréal, Écosociété, 2017, 265 pages

Michel Rioux

Volume 12, numéro 2, printemps 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87847ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rioux, M. (2018). Compte rendu de [Un retour aux sources / Éric Martin, *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*, Montréal, Écosociété, 2017, 265 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 12(2), 7–8.

UN RETOUR AUX SOURCES

Michel Rioux
Journaliste

ÉRIC MARTIN
**UN PAYS EN COMMUN.
SOCIALISME ET
INDÉPENDANCE AU QUÉBEC**
Montréal, Écosociété, 2017,
265 pages

Qu'ils soient bons ou mauvais pour les partis qui prônent l'indépendance, les sondages, de façon récurrente, montrent que cette idée rallie autour de 40 % des électrices et électeurs, ce qui représente une bonne majorité de l'électorat francophone. Le Parti québécois, de son côté, compte plus de membres que tous les autres partis réunis. On pourrait donc, à partir de ces données, en conclure que l'indépendance est à portée de main.

Et pourtant...

L'essai d'Éric Martin, professeur de philosophie au cégep Édouard-Montpetit de Longueuil, ouvre des perspectives qui pourraient se révéler fort productives en ce qui a trait à l'avenir du Québec. Ce qui fait l'originalité en même temps que la force de cet essai, c'est d'illustrer, dans une démonstration fort convaincante, que cette idée d'indépendance pour le Québec n'est pas née de la dernière pluie, mais qu'au contraire, le corpus idéologique qui la soutient a été élaboré patiemment au cours des quelque six dernières décennies par des penseurs dont les œuvres devraient éclairer aujourd'hui la démarche de celles et ceux qui croient possible que le Québec finisse un jour par marcher par lui-même, sans béquille étrangère.

L'objectif est clairement établi en quatrième de couverture. « Loin d'être dépassée, l'idée de souveraineté est de retour à l'avant-scène. Mais plutôt que d'abandonner ce "retour" de la nation aux mains des populismes de droite, il est grand temps de réarticuler question sociale et question nationale dans une perspective émancipatrice », y lit-on. Il est bon en effet de rappeler qu'à l'origine le mouvement national en était aussi un social. Et que c'est lorsque ces deux lignes de force se sont activées dans la même direction que tant le national que le social ont réalisé des avancées significatives. L'auteur précise qu'il entend par socialisme la démocratisation de l'économie et la recherche d'une société orientée vers la justice et le bien commun. Et qu'il estime qu'aucun projet à visée émancipatrice ne pourra se concrétiser tant que subsistera le carcan « colonial et impérial » du fédéralisme canadien. L'auteur propose

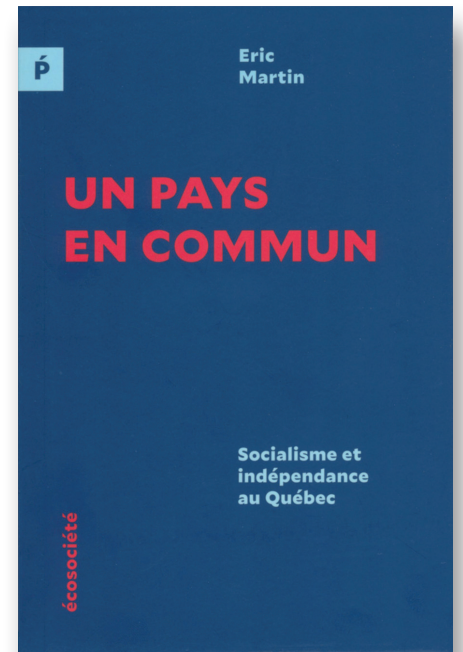
en conséquence de mettre un terme au dialogue de sourds entre les inclusifs et les nostalgiques et de travailler à enraciner au Québec « un véritable projet de souveraineté républicain et écosocialiste ».

Alors que Dumont disait que les grandes puissances, et pensons ici surtout aux États-Unis, répandaient la culture comme le napalm, Rioux a soutenu de son côté, comme le rappelle Martin, que l'éclatement des frontières ne conduit pas à l'émancipation, mais bien davantage à l'hégémonie d'une culture marchandisée produite par les industries culturelles et l'impérialisme américain.

Éric Martin met en quelque sorte dos à dos ce qu'il appelle le « nationalisme culturaliste et une gauche antiraciste pour qui l'indépendance est suspecte de xénophobie » (p. 40). La vision binaire « identitaires et inclusifs » lui apparaît contreproductive en ce sens qu'elle constitue un frein dans ce qu'il appelle en titre la conquête d'un pays en commun. Proche de Québec solidaire, Martin prend ses distances en critiquant la position du parti devant une constituante à mandat ouvert où pourraient être choisis soit l'indépendance, soit le fédéralisme renouvelé. À ses yeux, « maintenir en vie l'utopie du fédéralisme renouvelé témoigne à la fois d'un manque d'analyse de la nature de la domination et de la constitution canadienne » (p. 57). Il est clair pour l'auteur que jamais le Québec ne pourra se libérer et s'autodéterminer sans indépendance politique. Il s'inscrit de même en faux contre les tenants de la thèse de la fin des nations, la souveraineté lui apparaissant « sans doute l'un des seuls remparts contre la liquéfaction capitaliste du monde » (p. 62).

À LA BARRE DES TÉMOINS

Ces penseurs qu'il convoque à la barre des témoins de l'histoire, ce sont Hubert Aquin, Fernand Dumont, Marcel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, le Front de libération des femmes et la revue Parti pris. Martin s'en ouvre de cette manière :



L'objectif premier de ce livre est d'abord de faire un devoir de mémoire et de présenter, notamment au bénéfice des étudiants et des étudiantes, une série d'auteur.e.s importante de la période 1960-1980. Un autre objectif est de faire ressortir chez ces auteur.e.s les idées qui peuvent servir de pistes dans l'élaboration d'un procès rassembleur en remplacement du cadre fédéral et capitaliste (p. 37).

Cette démarche consiste, à ses yeux à « rapailler le passé », comme l'aurait dit Gaston Miron.

Chez Hubert Aquin, l'auteur puise dans sa virulente critique de la vision fort négative du nationalisme que défend Pierre Elliot-Trudeau. Selon Aquin en effet, Trudeau démontre le concept de nation en le ramenant à la guerre alors qu'il se plaît à célébrer la bonne globalisation capitaliste. « La nation est pensée comme lieu de fermeture alors que la mondialisation serait, elle, un processus d'ouverture », résume Martin. (On se désole ici en se rappelant que dans les sondages, les jeunes de 18-24 ans appuient majoritairement le Parti libéral du Québec sous le prétexte de sa prétendue ouverture sur le monde et sur l'Autre...) Selon lui, pendant que nos altermondialistes sont à La Paz ou à Barcelone et que nos retraités sont en Floride, « aucune fuite dans quelque grand tout abstrait et lointain ne peut remplacer la concrétude de l'enracinement premier » (p. 87). Autrement dit, avant d'avoir la tête ailleurs, vaut mieux savoir où on a les pieds...

Le sociologue Fernand Dumont nous éclaire sur la nécessité de « faire le pont entre le passé et l'avenir », condition absolue d'une redéfinition d'une culture qui fera de la nation celle de toutes et de tous, pour reprendre les termes d'Éric Martin. Ce dernier rappelle que Dumont fut sans doute l'un des premiers à utiliser l'expression « socialisme d'ici » pour désigner cette socié-

VOIR UN PAYS...

à la page 8

UN PAYS...
suite de la page 7



té nouvelle fondée sur la justice et la recherche du bien commun dans laquelle, comme l'a exprimé Gaston Miron, nous nous retrouverions «debout dans l'horizon de la justice». L'auteur explique comment «Dumont n'oppose pas la question sociale et la question nationale, mais lie dialectiquement les deux, la lutte des classes devant servir à accoucher d'une communauté plus profonde, une société nouvelle que la seule apologie de l'indépendance n'arrive pas à faire advenir» (p. 138). Comme Dumont, Martin craint que l'absence d'enracinement fasse de nous une proie facile pour la culture dominante étasunienne.

Dans un dernier chapitre, Éric Martin lance un «Appel à un socialisme d'ici», reprenant à son compte l'expression mise en avant il y a plus de 40 ans par Fernand Dumont. L'auteur est convaincu par ailleurs que sans un fort appui de la société civile, et en particulier des syndicats, cette libération nationale et sociale ne peut qu'être un échec.

C'est aussi cette inquiétude qui hante le sociologue et anthropologue Marcel Rioux, dont l'auteur écrit qu'il «est d'abord un penseur de la culture: celle des villages québécois, celle qui s'évanouit dans les sociétés industrielles et postindustrielles, et celle qui pourrait servir de vecteur d'émancipation» (p. 152). Alors que Dumont disait que les grandes puissances, et pensons ici surtout aux États-Unis, répandaient la culture comme le napalm, Rioux a soutenu de son côté, comme le rappelle Martin, que l'éclatement des frontières ne conduit pas à l'émancipation, mais bien davantage à l'hégémonie d'une culture marchandisée produite par les industries culturelles et l'impérialisme américain. Ce qui conduit à une sorte de «déracinement culturel», comme l'a écrit Marcel Rioux en 1982 et qui n'est pas allé en s'améliorant depuis. C'est à ce dernier qu'on doit d'avoir identifié trois idéologies qui ont caractérisé le Québec, à savoir la conservation, le rattrapage et le dépassement. Martin constate qu'on retrouvera «dans le camp indépendantiste, des gens dont le discours se rapproche davantage de l'idéologie de la conservation et d'autres plus proches de l'idéologie de dépassement: ils ont en commun l'idée de défendre la nation québécoise» (p. 165), alors qu'on retrouve dans l'autre idéologie «les tenants du rattrapage mondialiste et les post-modernes pour qui la société québécoise est un obstacle à déconstruire» (p. 165). Face à la question du Québec, Rioux se posait cette question qui demeure lancinante: qui l'emportera? La révolution ou la tranquillité?

Après avoir louangé en son temps le Refus global de 1948, le syndicaliste et essayiste Pierre Vadeboncoeur s'est finalement inscrit en faux contre ce qu'il a appelé des ruptures: le Refus global, la Révolution tranquille et Mai 68. Pour ce grand penseur, l'adversaire principal est le postmodernisme, qui ne sait plus reconnaître l'essentiel et confond liberté et licence, comme le rappelle Martin. Vadeboncoeur vouait une admiration sans bornes à l'égard de Gaston Miron chez qui il reconnaissait de n'avoir jamais abandonné «d'historiques antécédents culturels». Pour Vadeboncoeur, Miron «réunit et sauvegarde l'ensemble de ce qui nous constitue valablement. Il embrasse présent et passé, liberté et valeurs, passion et dévotion, actualité et tradition» (p. 170). Les réflexions de l'essayiste sur la liberté inspirent Éric Martin quand il fustige le «Fuck toute» d'une bannière brandie lors du printemps érable. «Le consensus, du moins chez les progressistes, est celui de la libération à l'égard de tout ce qui est son autre, et contre lequel il convient d'être en colère. Nation, commun, société, alouette, n'avons-nous pas là des prisons dont la liberté doit sortir

au plus vite pour s'émanciper?» (p. 175). La réponse appartient à Vadeboncoeur: «On s'est enfermés dehors et l'on n'y sent plus la limitation que cet enfermement à rebours représente» (p. 175).

De son côté, le Centre des femmes, qui a pris en 1971 le relais du Front de libération des femmes, continue d'affirmer que «la lutte de libération des femmes doit se faire dans le cadre de la libération nationale, sociale, économique, politique et culturelle» (p. 114), une analyse qui ne pourra survivre à l'émergence des groupes marxistes-léninistes comme En lutte! *In struggle!* Et le Parti communiste ouvrier (PCO). Publiée de 1963 à 1968, la revue *Parti pris* s'inscrit résolument dans la lutte pour l'indépendance, le socialisme et la laïcité. «Pour les auteurs de Parti pris, rappelle Éric Martin, l'indépendance ne se réduit pas à un simple brassage de cartes politique: elle doit remettre en question l'aliénation économique. À l'inverse, aucune réelle émancipation politique ou économique ne peut advenir à l'intérieur du carcan constitutionnel canadien» (p. 97).

Dans un dernier chapitre, Éric Martin lance un «Appel à un socialisme d'ici», reprenant à son compte l'expression mise en avant il y a plus de 40 ans par Fernand Dumont. L'auteur est convaincu par ailleurs que sans un fort appui de la société civile, et en particulier des syndicats, cette libération nationale et sociale ne peut qu'être un échec. Il est là-dessus très clair: «Sans un mouvement social fort qui travaille en conjonction avec le bras parlementaire (sans perdre son autonomie, sans y être inféodé), on ne voit pas ce qui peut être durablement bâti» (p. 229). Des alliances seront nécessaires. Des compromis aussi, comme des pactes temporaires. Encore faudra-t-il que, par exemple, un parti indépendantiste ne se fourvoie pas dans des projets comme le pétrole d'Anticosti et la cimenterie de Port-Daniel...

Après avoir louangé en son temps le Refus global de 1948, le syndicaliste et essayiste Pierre Vadeboncoeur s'est finalement inscrit en faux contre ce qu'il a appelé des ruptures: le Refus global, la Révolution tranquille et Mai 68. Pour ce grand penseur, l'adversaire principal est le postmodernisme, qui ne sait plus reconnaître l'essentiel et confond liberté et licence.

Martin, qui se dit convaincu qu'il ne peut y avoir de socialisme sans un enracinement dans un pays, fait enfin appel à Jean Jaurès, qui a écrit: «La patrie est nécessaire au socialisme. Hors d'elle, il n'est et ne peut rien» (p. 222).

L'ŒUF ET LA POULE

On ne fait pas suffisamment l'économie de débats abscons, à savoir si la poule de l'indépendance devrait avoir préséance sur l'œuf du projet social. Or la première chose qui soit impérative, ne serait-ce pas que la poule le pondre, son œuf? Mais force est de constater, avec le regretté Pierre Falardeau, qu'à varger à temps et à contretemps sur la poule pour qu'elle livre un œuf pur et dur, la poule risque de ne plus être capable de le pondre, son œuf...

L'œuf? La poule? Il faut être sérieux! On n'a toujours pas de poulailler. Tout juste un enclos sous surveillance fédérale dans lequel on ne se prive toutefois pas de piailler à qui mieux mieux, pour le plus grand plaisir des coqs de la haute finance et du pouvoir fédéral, plutôt anglais comme il se doit. Car attendre, avant de prendre possession de notre poulailler, que la poule ait des dents et pondre cet œuf pur et dur, c'est garantir aux habitants du West Island qu'ils dormiront en paix jusqu'au prochain millénaire.

Mais comme Éric Martin en fait une démonstration claire, il y aurait certainement moyen de changer le paradigme de la poule OU l'œuf par celui de la poule ET l'œuf. ♦